

**Réforme des retraites :**  
**Une seule revendication : le retrait du projet**  
**Un seul moyen : la grève interprofessionnelle.**

Monsieur le Directeur,

Après des annonces distillées au compte-goutte au fil de ces dernières semaines et des semblants de dialogue avec les organisations syndicales, le gouvernement a enfin levé le voile sur sa contre-réforme des retraites.

**L'attaque est brutale, avec entre autres mesures :**

\_ L'âge légal de départ, 60 ans actuellement, prévu d'être reculé de deux ans par étapes successives.

\_ L'âge pivot auquel la décote s'annule augmenterait d'autant, soit un départ à la retraite à 67 ans pour tous les salariés qui n'aurait pas le nombre d'années suffisant de cotisations (*41,5 ans à l'horizon 2020 !*).

\_ L'alignement du taux de cotisation du Public sur celui du Privé.

\_ Le principe de l'augmentation de la durée de cotisation selon l'espérance de vie avec 41,5 annuités nécessaires en 2020 pour une retraite à taux plein.

\_ Le recul progressif de l'âge de départ à partir de 2017 pour les régimes spéciaux. L'âge d'ouverture des droits serait ainsi progressivement prolongé à partir de 2017 pour atteindre 57 ans et 52 ans pour les conducteurs.

L'âge pivot serait également prolongé d'autant. Pour annuler la décote, les cheminots devraient accepter de partir à la retraite à 60,5 ans et 55,5 ans pour les conducteurs !

Le projet présenté par le Gouvernement est inacceptable dans sa totalité, tant pour les salariés du Public que du Privé.

Car c'est bien d'un **recul social sans précédent** dont il s'agit, s'inscrivant dans la droite ligne des plans de rigueurs imposés aux peuples un peu partout en Europe sous l'injonction de Bruxelles et du FMI.

C'est la raison pour laquelle Force Ouvrière a mis les retraites au cœur de son action, tant ce dossier concentre toutes les attaques contre les droits et acquis des travailleurs.

En plus, le problème de financement ou de déficit prétexté par le gouvernement pour imposer sa contre-réforme n'est que la conséquence de tous les cadeaux fiscaux, notamment des exonérations, offerts aux employeurs depuis des décennies.

Ainsi en 2008 les patrons ont empoché 30,7 milliards d'exonérations, chiffre largement supérieur au déficit affiché des comptes sociaux servant d'argument pour détruire notre protection sociale.

Aujourd'hui il faudrait que ce soit les salariés et les retraités qui paient la facture.

**Ceci est tout simplement inacceptable et injuste.**

Mais même si les annonces gouvernementales sont particulièrement dures pour les salariés, ce projet de réforme ne constitue pas une surprise en soi.

Comment pouvait-il en être autrement ?

Il est évident que la multiplication des journées d'actions éparpillées nationalement les unes après les autres ou les autres initiatives du genre pétitions et rassemblements festifs ne pouvaient en aucun cas faire renoncer le gouvernement à son projet.

**Le 15 juin, Force Ouvrière a pris ses responsabilités** en appelant à une journée de grève interprofessionnelle et de manifestation nationale à Paris avec un seul mot d'ordre qui a parcouru tout le cortège et uni toutes les personnes présentes :

### **Retrait du projet de contre-réforme des retraites !**

Contrairement à ce qui a été dit et répété par les journalistes aux ordres, les 70 000 manifestants qui ont défilé à Paris porteurs de ces revendications ne sont pas isolés. La demande d'un appel national à la grève et d'une montée nationale sur Paris pour exiger du gouvernement le retrait pur et simple de son projet traverse toutes les organisations syndicales réellement attachées à défendre cet acquis social qu'est la retraite.

Par contre, on peut légitimement se poser la question de l'utilité de nouvelles journées d'action et de protestation, mêlant tous les mots d'ordre (y compris les plus contradictoires) à l'appel de l'intersyndicale où sont représentées les principales forces syndicales du pays.

La démarche ayant montré ses limites, tant les différences d'approches sont grandes entre elles.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la CGT, Solidaires d'un côté dont les revendications sont très proches voire identiques à celles défendues par Force Ouvrière et la CFDT dont le secrétaire général exprime depuis le départ son accord avec un allongement de la durée de cotisations et la création d'un régime unique de retraite pour tous les travailleurs avec donc comme conséquence la fin des régimes spéciaux et du statut de la Fonction Publique.

Sur les mots d'ordre affichés dans les cortèges communs avec la CFDT comment est-il possible de **défendre la retraite à 60 ans tout en acceptant une augmentation du nombre d'annuités nécessaires pour une retraite, à taux plein ? Cette formulation relève de l'escroquerie et de la manipulation.**

Il est évident que le relèvement du nombre d'annuités en maintenant l'âge de départ à 60 ans, plongera la majorité de salariés dans le dilemme suivant : soit partir à l'âge légal mais avec une pension fortement diminuée, soit continuer à travailler au-delà de l'âge légal pour avoir de quoi vivre décemment.

En effet, quel travailleur a 60 ans pourra se vanter d'avoir le nombre d'annuités nécessaires (40, 41 voire 45 ans) pour bénéficier d'une retraite à taux plein ? Comment, lorsqu'on est un responsable syndical d'envergure nationale, peut-on accepter de jeter dans la précarité des millions de futurs retraités ?

Quant à la rengaine consistant à affirmer que les régimes spéciaux ne sont pas touchés, du moins pas tout de suite par la réforme, elle n'a qu'un but, dissuader les cheminots de rentrer dans la grève.

En 2003, la même méthode de communication avait été employée par Louis Gallois et certains responsables syndicaux, empêchant les conditions de l'unité entre le Public et le Privé.

On sait ce qu'il en est advenu par la suite : les régimes spéciaux ont été passés à la moulinette quatre ans plus tard.

**Par conséquent, faudrait-il donc pour préserver cette fameuse unité de façade s'avalier toutes les couleuvres ?**

Comme nous l'avons dit à d'autres occasions, nous ne confondons pas les militants et adhérents de ces autres organisations avec les directions des appareils confédéraux.

A Force Ouvrière nous estimons que l'unité d'action exige la clarté à la fois sur les revendications et les modalités d'action.

**En ce qui concerne le dossier des retraites il ne peut y avoir qu'une seule revendication : retrait du projet de réforme et une seule modalité d'action : la grève interprofessionnelle, Public/Privé, pour bloquer le pays.**

Le mot d'ordre de retrait du projet gouvernemental permet de rassembler clairement les salariés et de monter une action commune.

D'ailleurs, d'ores et déjà, au niveau local, dans des entreprises ou des administrations, un tel mot d'ordre a été repris par des structures d'autres organisations syndicales que la nôtre ou même des militants à titre personnel, débouchant sur des actions communes ou conjointes.

Ce qui est possible localement doit l'être nationalement.

Le 29 juin prochain, lors de la réunion de l'intersyndicale, c'est ce qu'expliquera Force Ouvrière, portant ainsi le mandat défini par sa Commission Exécutive du 21 juin.

Alors oui, à Force Ouvrière nous sommes pour créer les conditions d'un rassemblement le plus large possible de tous les travailleurs, chômeurs, retraités quelque soit leur sensibilité pour obtenir le retrait du plan du gouvernement.

Mais il faut surtout arrêter de mobiliser les travailleurs sur les mots d'ordre du secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, dont le but, même pas voilé, n'est pas l'abrogation de la réforme des retraites mais la réécriture du projet en étroite

collaboration avec le Gouvernement.

Nous proposons donc que TOUTES les organisations syndicales régionales se rencontre rapidement afin d'unir leurs forces, sur un seul mot d'ordre :

RETRAIT du Projet Woerth-Fillon-Sarkozy

Alors pour ne pas être les dindons de la farce comme en 2003 et 2007, l'heure est venue de bloquer le pays avec un seul moyen :

## **La grève interprofessionnelle !**

L'heure est venue de s'unir sur un seul mot d'ordre :

**Retrait pur et simple de la contre-réforme des retraites !**